

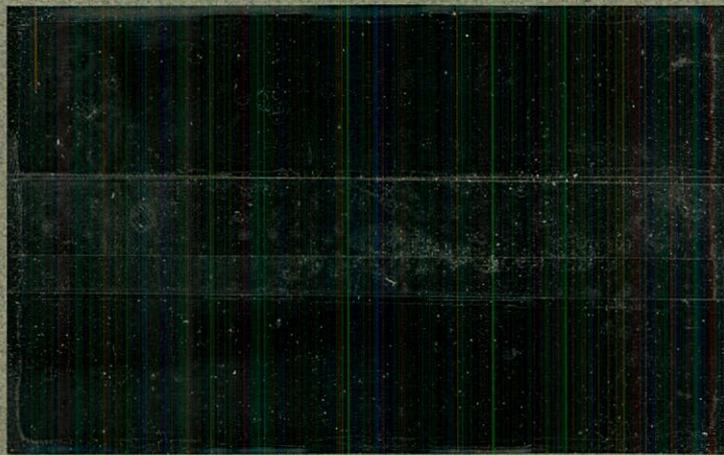
C



desjardins



UNIVERSITY OF MONTREAL
MAY 24 1985
MAY 23 1985
UNIVERSITY OF MONTREAL

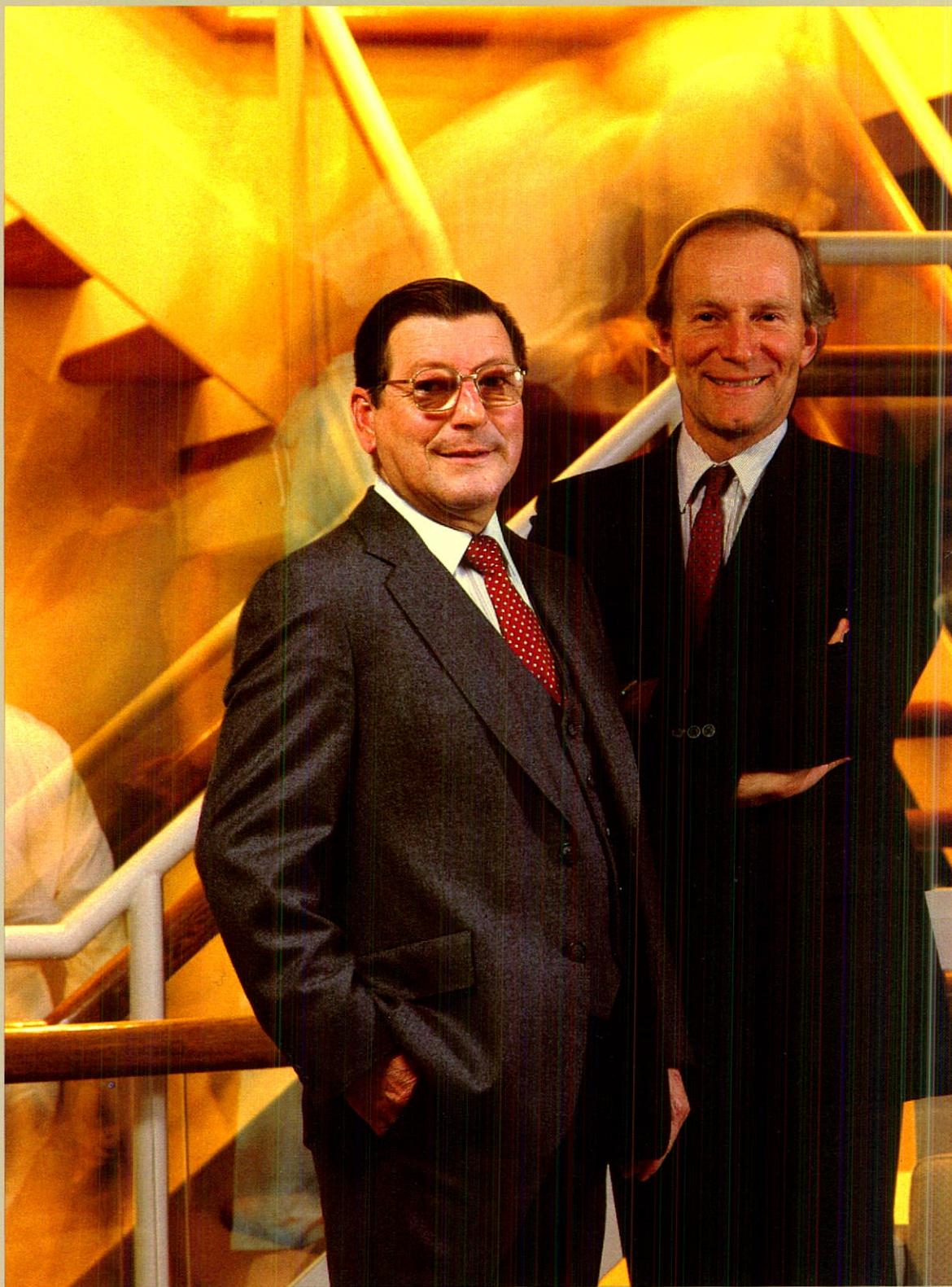


Rapport du président et du vice-président et directeur général	3
Rapports d'activités	
Épargne et placements	7
Financement hypothécaire	9
Services de gestion	11
Services fiduciaires	13
États financiers	
Faits saillants	15
Résultats consolidés	17
Bénéfices consolidés non répartis	17
Bilan consolidé	18
Évolution de la situation financière consolidée	20
Notes complémentaires	21
Appariement de l'actif et du passif	24
Rétrospective des résultats des cinq dernières années	25
Croissance du volume des principaux secteurs d'activités	25
Conseil d'administration	26
Membres de la direction	27
Bureaux de la Fiducie du Québec	28

La Fiducie du Québec a franchi en 1984 une étape très significative: son actif a atteint un milliard. Une telle réalisation est attribuable à l'appui de ses actionnaires, au dynamisme de son personnel et à la fidélité de sa clientèle.



Depuis 1980, le bénéfice net a augmenté de 500 %, l'actif a doublé et les actionnaires ont reçu des dividendes qui totalisent près de 2,5 \$ millions. En 1984, la croissance est supérieure à la moyenne de l'industrie.



*A. Hervé Hébert
Président*

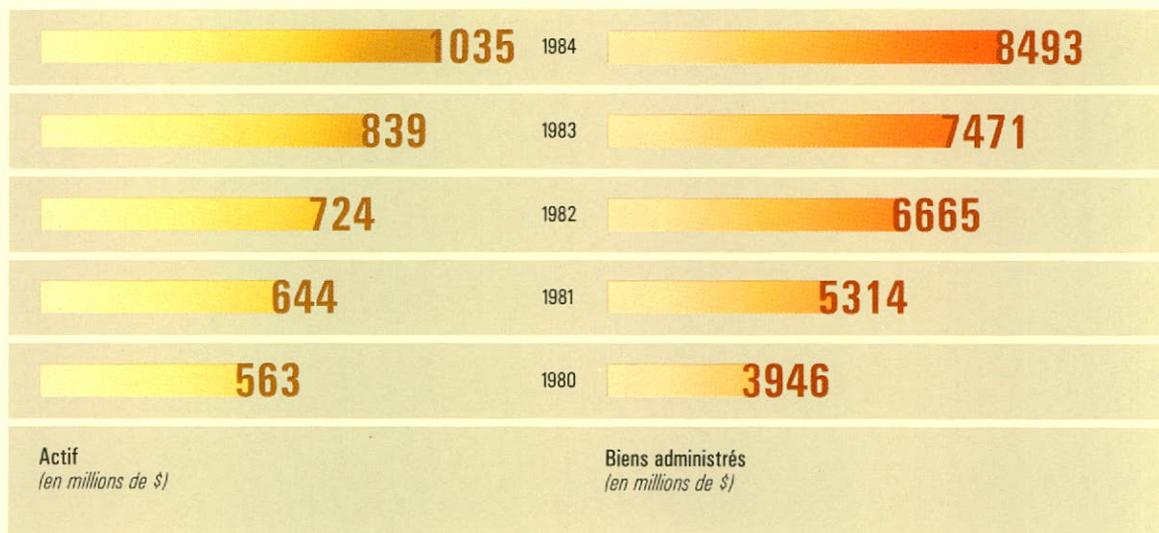
*Raymond A. Reid
Vice-président
et directeur général*

La Fiducie du Québec a franchi en 1984 une étape importante et très significative: son actif a atteint un milliard de dollars. Une telle réalisation est non seulement attribuable à l'appui indéfectible de ses actionnaires et des composantes du Mouvement Desjardins, mais aussi au dynamisme peu commun des personnes qui ont composé et qui composent ses ressources humaines.

Les résultats obtenus par l'entreprise au cours des dernières années indiquent bien que ses nouvelles orientations produisent les effets escomptés. Depuis 1980, le bénéfice net a augmenté de plus de 500 %, l'actif a doublé et nous avons versé à nos actionnaires des dividendes qui totalisent près de 2,5 \$ millions.

Il nous faut souligner que ces nouvelles orientations traduisent bien la position que nous avons adoptée en matière de décloisonnement. À un moment où toutes les institutions financières s'interrogent sur cette question, le Mouvement Desjardins de son côté s'est déjà engagé dans cette voie. C'était d'ailleurs dans un tel esprit que la Fiducie du Québec avait été ajoutée au réseau Desjardins. On lui avait confié alors un mandat précis qui a évolué avec les besoins des caisses et de sa clientèle.

À ses débuts, la Fiducie du Québec devait offrir principalement des services fiduciaires aux individus et aux entreprises. Avec les années et l'évolution des services financiers en général, son rôle a pris de l'importance et a débordé le cadre des services fiduciaires. Par exemple, il y a déjà longtemps qu'elle complète l'action des caisses en matière d'épargne, de financement hypothécaire, de gestion de portefeuilles et de garde de valeurs. Quand elle a mis sur pied son réseau de succursales, c'était pour offrir sur une base régionale des services spécialisés complémentaires à ceux offerts par les caisses. Plus récemment, mille caisses ont pu offrir le Régime d'épargne-actions dans tout le Québec grâce à son permis de courtier en valeurs mobilières.



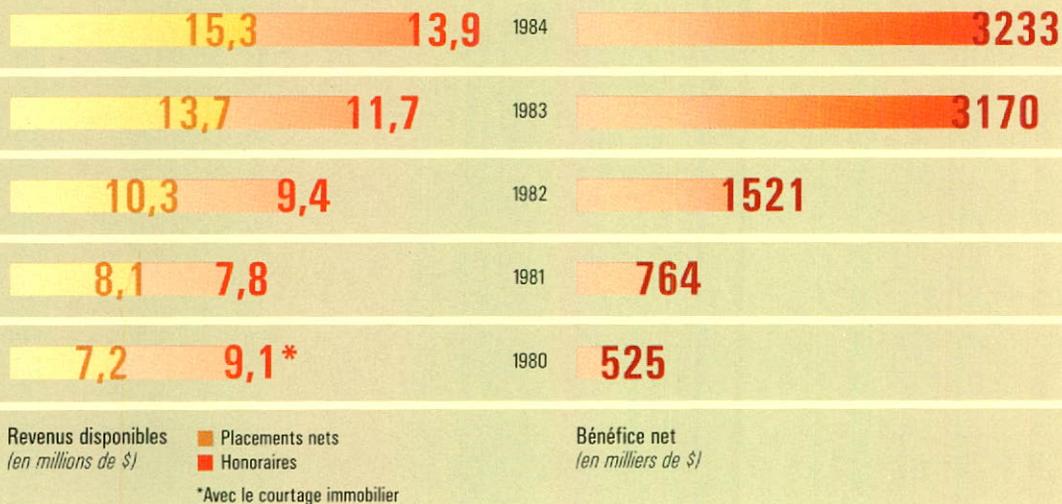
Ceci constitue un atout majeur pour les caisses et le Mouvement Desjardins en général puisque le marché des valeurs mobilières est un secteur encore peu exploré par l'ensemble des institutions bancaires et fiduciaires. Évidemment, il ne faut pas s'attendre à ce que toutes les caisses offrent à court terme et de la même façon de tels services spécialisés. On peut envisager toutefois que certaines caisses voudront devenir dans un avenir rapproché des centres de services financiers Desjardins où divers produits, dont nos

services de courtage mobilier, seraient accessibles. Quant aux autres caisses, il n'est pas utopique de penser qu'elles pourront avoir accès à ces services et à l'expertise des sociétés qui les offrent par des moyens que la technologie actuelle permet facilement d'imaginer.

Sur le plan financier, les résultats du dernier exercice se comparent avantageusement à ceux de 1983. Nos revenus bruts ont augmenté de 14,4 % pour se chiffrer à 126,3 \$ millions. Nos revenus de placements sont passés de 98,6 \$ millions à 112,4 \$ millions, tandis que nos honoraires ont totalisé 13,8 \$ millions par rapport à 11,7 \$ millions l'année dernière. Ce sont principalement les régimes enregistrés d'épargne, les services fiduciaires aux sociétés et les fonds de placement qui ont fait progresser cette source de revenus.

Nos revenus nets de placements ont augmenté de 9 % pour s'établir à 15,9 \$ millions. Si l'on ajuste ces revenus pour tenir compte du fait qu'ils comprennent cette année une plus forte proportion de dividendes libres d'impôt, la progression est de 21,7 %. Cette augmentation reflète la croissance de 23 % de notre actif qui est passé de 839 \$ millions à 1,035 \$ milliard.

Une telle croissance qui est supérieure à la moyenne de l'industrie est surtout attribuable à un marché soutenu dans le secteur des prêts hypothécaires où la Fiducie du Québec s'impose de plus en plus parmi les grandes institutions financières du Québec. En 1984, le poste Prêts hypothécaires a augmenté de 24 % par rapport à 1983 pour atteindre 769,8 \$ millions. Quant aux autres postes de l'actif, ils ont peu varié. Soulignons toutefois que nous avons réduit notre portefeuille d'obligations pour accroître nos placements en actions privilégiées dont les revenus sont exempts d'impôt.



Pour terminer la revue de notre bilan, mentionnons que nous avons franchi en 1984 la quatrième étape de notre plan quinquennal de capitalisation. Le nombre d'actions a augmenté de 16 975 pour atteindre 221 139 et les prêts en sous-ordre ont progressé de 1 \$ million pour un total de 11 465 000 \$. La dernière étape prévoit une augmentation de 1 \$ million des prêts en sous-ordre et de 2 \$ millions du capital-actions.

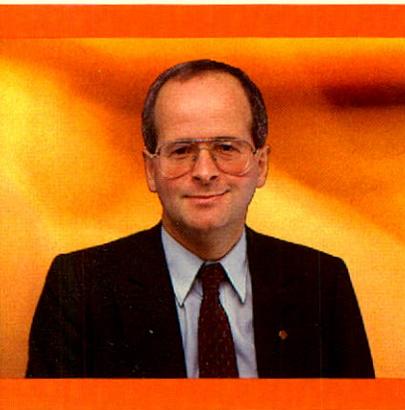
Au chapitre des frais d'exploitation, le rythme de croissance enregistré en 1984 dans chacun des secteurs de l'entreprise explique l'augmentation de 24 %. L'expansion de nos affaires a en effet nécessité l'embauche d'un nombre élevé d'employés permanents et temporaires, d'où l'accroissement de 30,7 % des frais de personnel. Elle a également nécessité des investissements élevés en informatique comme le démontrent nos autres dépenses d'exploitation. Pour ce qui est des fonds que nous avons alloués à la provision pour pertes sur prêts hypothécaires, ils s'établissaient à 570 000 \$ par rapport à 915 000 \$ l'année précédente. Précisons à cet égard que l'objectif fixé pour notre réserve générale a été atteint et que nous avons enregistré une amélioration de notre expérience en pertes sur prêts.

Notre bénéfice net s'est ainsi élevé à 3 233 000 \$ en 1984, comparative-ment à 3 170 000 \$ en 1983. Sur la base d'une action, il représente 15,20 \$ à rapprocher de 16,20 \$ l'année dernière. Nous sommes satisfaits de ce résultat qui porte nos bénéfices non répartis à 9 \$ millions.

Sur le plan de nos activités, l'année 1984 a été particulièrement riche pour ce qui est de l'élaboration et du lancement de nouveaux produits. En outre, de nombreuses améliorations ont été apportées à nos divers services à la clientèle. Par exemple, nous avons réaménagé presque tous nos locaux pour les rendre plus fonctionnels et ce, selon des critères modernes d'accroissement de la productivité générale. Ce nouvel aménagement reflète d'ailleurs mieux la personnalité de notre entreprise.

Somme toute, nous avons en 1984 déployé beaucoup d'efforts pour réaliser les objectifs généraux que nous nous étions fixés. Avec comme toile de fond l'excellence de nos services, ces objectifs portaient sur la diversification de nos affaires, la croissance de notre actif, la progression de nos honoraires en pourcentage de nos revenus et notre rentabilité. Pour 1985, nous poursuivrons des objectifs qui s'inscrivent dans la même foulée.

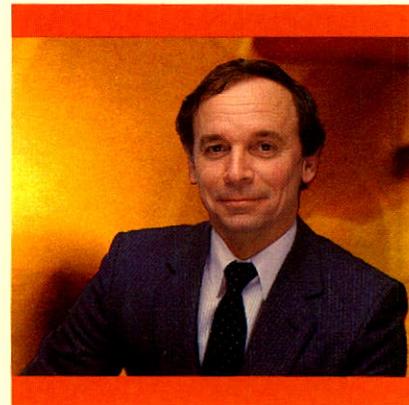
La Fiducie du Québec figure maintenant parmi les grandes institutions financières du Québec. Elle est un agent de développement économique et un intervenant financier d'importance qui renforce l'action du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins.



Guy Vallée
Vice-président,
Affaires juridiques,
et Secrétaire

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général



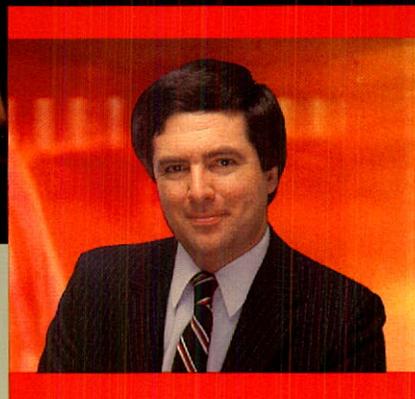
Yvan Drouin
Vice-président,
Services de contrôle

Épargne et placements

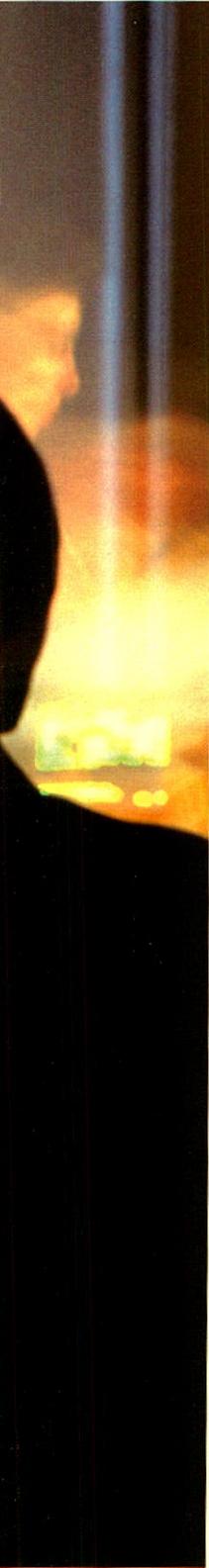


En 1984, la base de la clientèle s'est élargie au même rythme qu'au cours des années antérieures. Les services de courtage mobilier ont notamment connu un essor remarquable; ils constituent un secteur prometteur.

*Gaétane Chiasson
Service à la clientèle,
Succursale de Montréal*



*Jean-Pierre Duguay
Vice-président,
Services financiers*

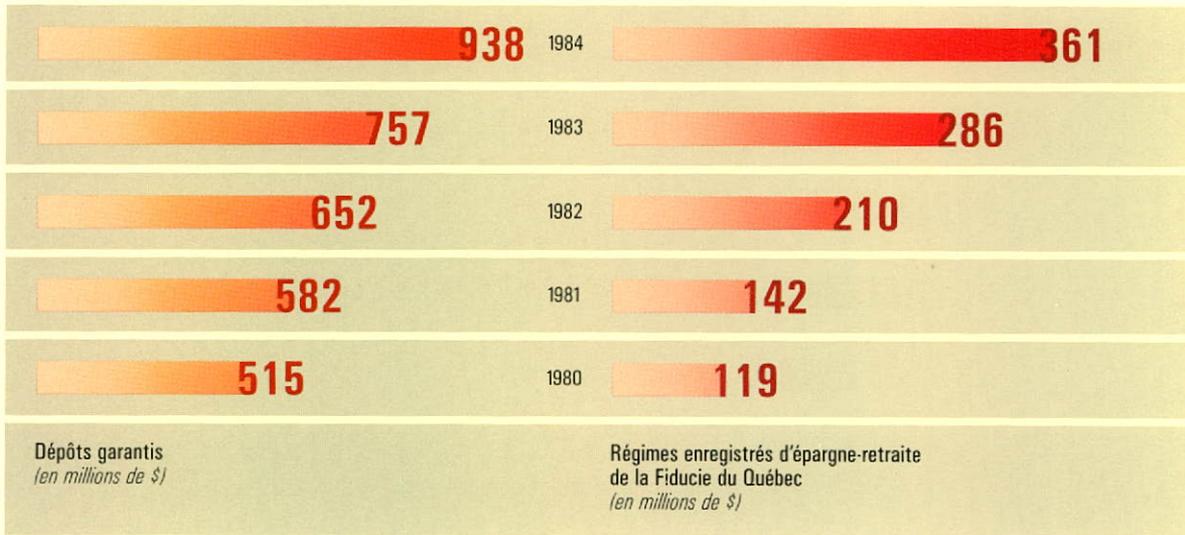


Au cours des dernières années, la plupart des institutions financières ont commencé à se positionner dans le contexte du décloisonnement. La Fiducie du Québec, quant à elle, a adopté pour ses services d'épargne et de placement une stratégie qui vise par son réseau de succursales une clientèle bien identifiée tout en mettant à la disposition des caisses populaires et d'économie des produits spécialisés.

C'est ainsi qu'au cours de 1984, elle a introduit le Régime d'épargne-actions dans le réseau des caisses. Cette expérience a été très intéressante, près de mille caisses ayant accepté de proposer cet abri fiscal à leurs membres. Les résultats de ventes sont plus qu'encourageants: ils démontrent que ce nouveau service répond bien aux besoins des Québécois qui s'intéressent de plus en plus aux valeurs mobilières.

En ce qui concerne la vente de dépôts à terme, le volume recherché a constitué un véritable défi en soi; aussi nous a-t-il fallu maintenir une politique de taux d'intérêt très compétitive face à la vive concurrence que se livrent les institutions financières.

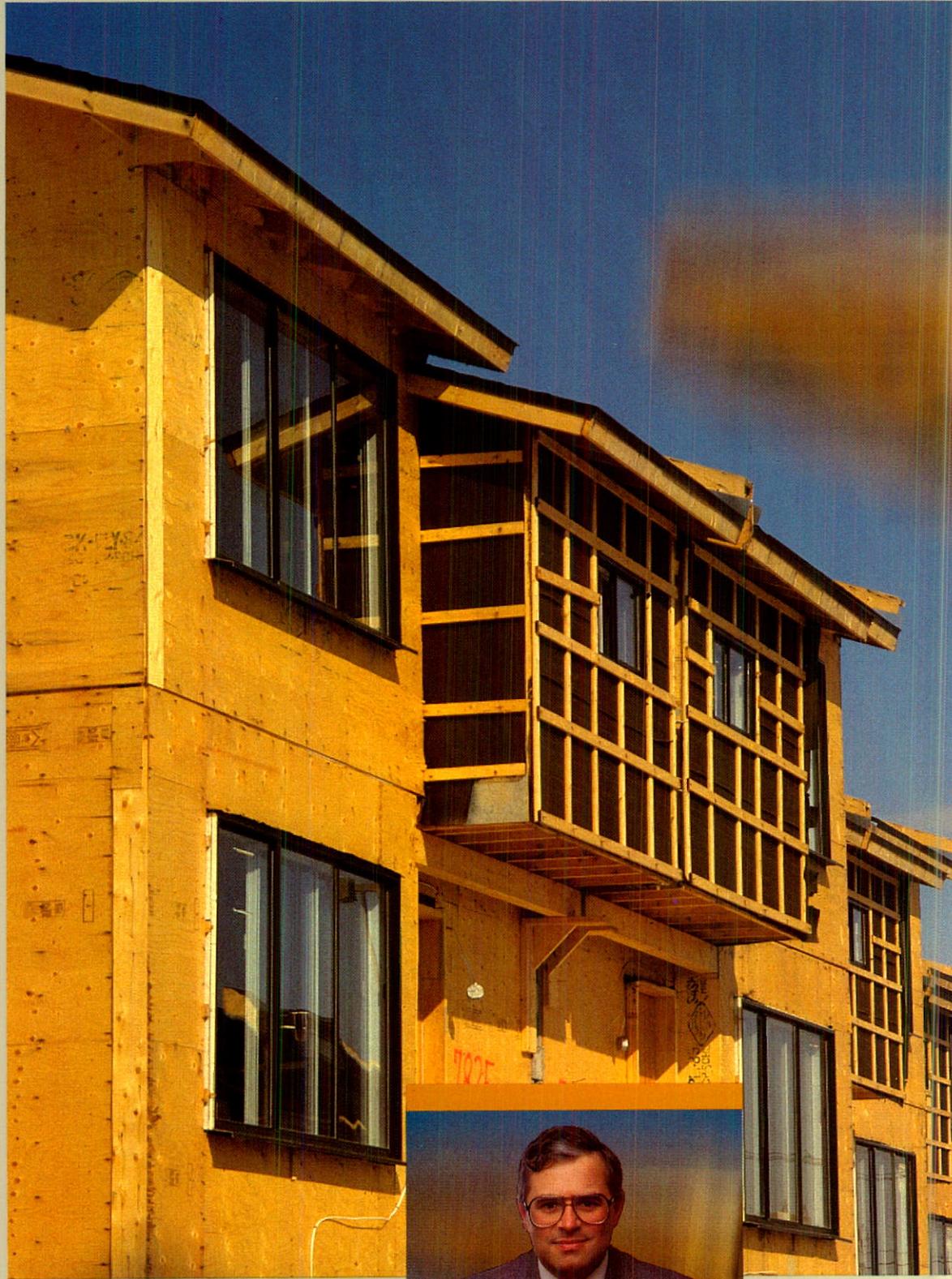
Comme nous constatons depuis quelques années que le choix des épargnants se porte davantage sur des dépôts à court terme, nous avons encore amélioré l'efficacité de nos points de service. En plus d'augmenter le nombre d'employés affectés au service à la clientèle, nous avons réaménagé nos succursales du Complexe Desjardins, de Laval et de Québec, et modifié le système téléphonique de toutes nos succursales. Nous avons également ouvert une succursale à Longueuil pour mieux desservir la population de la Rive-Sud de Montréal et nous poursuivons nos études en vue d'étendre notre réseau dans la région de Montréal. Nous mentionnions, à la fin de notre rapport de 1983, notre intention d'explorer plus à fond le domaine du courtage mobilier qui constitue pour



nous un secteur très prometteur. Si l'on en juge par les résultats enregistrés en 1984, tant dans nos succursales que dans les caisses, nul doute que nous avons choisi une bonne orientation. Il s'agit donc là d'une activité appelée à prendre de l'importance au cours des années à venir.

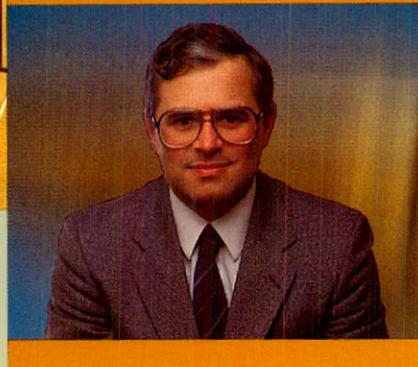
Pour ce qui est de 1985, nous continuerons d'être à l'écoute de notre clientèle afin d'anticiper le plus exactement possible ses besoins et de lui offrir les produits qui répondent à ses attentes. De plus, nous aurons encore comme priorité quotidienne d'assurer un service de la plus haute qualité.

Financement hypothécaire



Les portefeuilles d'hypothèques se sont accrus de près de 53 % durant les deux dernières années pour atteindre 899 \$ millions. En 1984, les déboursés ont atteint 242 \$ millions par rapport à 181 \$ millions en 1983.

*Boisés Rivière-des-Prairies
Haas & Cavalière Inc.,
Entrepreneur général*



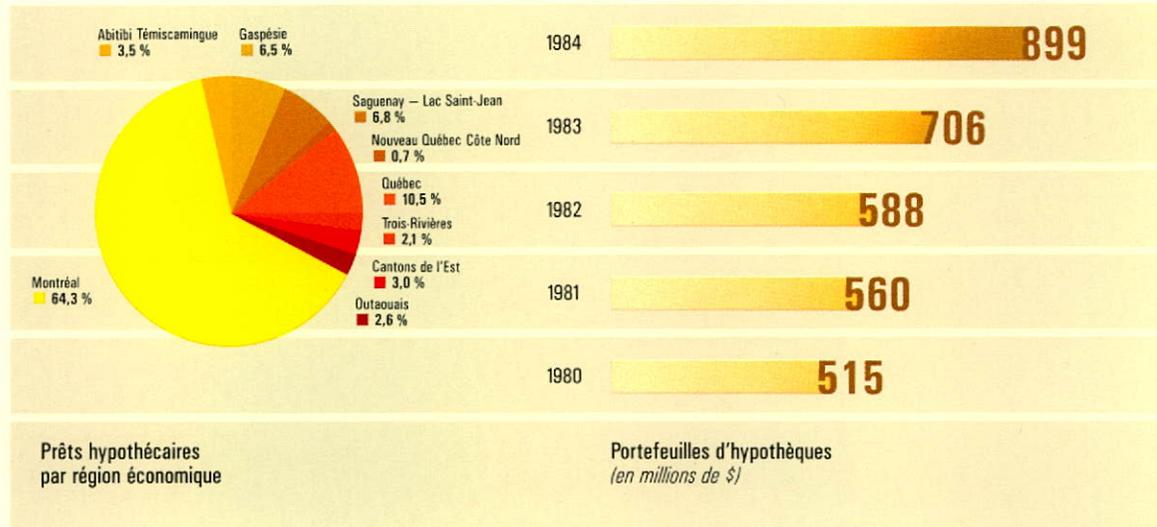
*Bernard Larue
Vice-président,
Finance et Trésorerie*



La Fiducie du Québec a été très active dans le secteur du financement hypothécaire au cours de la dernière année. En effet, nous avons été favorisés par des programmes comme Corvée-Habitation, de même que par les taux d'intérêt qui se sont maintenus à des niveaux raisonnables malgré un certain mouvement à la hausse pendant quelques semaines au printemps. Nos déboursés de prêts ont ainsi progressé de 34 % pour atteindre un nouveau sommet de 242 \$ millions, ce qui est supérieur de 10 % à notre objectif. En 1983, nos déboursés avaient totalisé 181 \$ millions.

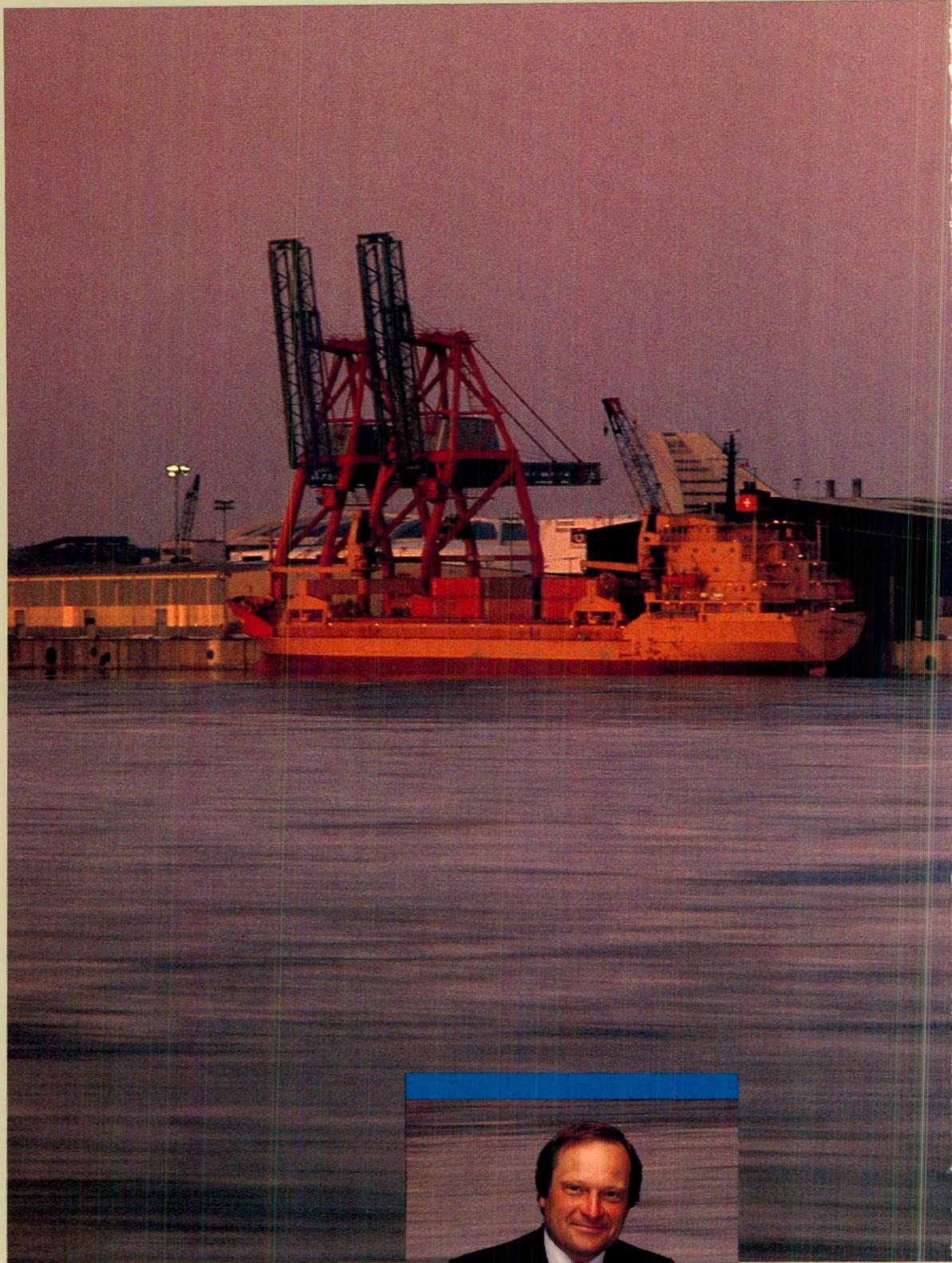
La valeur totale des portefeuilles d'hypothèques qui s'est accrue de près de 53 % durant les deux dernières années pour atteindre 899 \$ millions à la fin de 1984 indique bien que la Fiducie du Québec occupe maintenant une place de première importance dans le marché du financement hypothécaire. Soulignons ici que la croissance de nos portefeuilles ne s'est pas réalisée au détriment de leur qualité. Le 31 décembre dernier, seulement 1,5 % de nos prêts étaient en retard de plus d'un paiement. L'année précédente, ce pourcentage s'établissait à 1,8 %. Notre situation en cette matière est meilleure que celle de l'industrie.

L'expansion rapide de nos affaires est le résultat d'efforts déployés pour offrir de nouveaux produits qui répondent adéquatement aux besoins de nos diverses clientèles. Elle témoigne également de la qualité du service. En 1984, nous avons ajouté deux nouveaux produits à notre gamme: le prêt à remboursement accéléré et le prêt à la restauration résidentielle. Le premier permet à un emprunteur de rembourser sans pénalité, à chaque date anniversaire de son prêt, jusqu'à 10 % du capital emprunté, ou encore d'augmenter, une fois l'an, le montant de sa mensualité d'un maximum de 10 %. Le second est une formule de financement à l'intention des promoteurs de projets majeurs de restauration résidentielle.



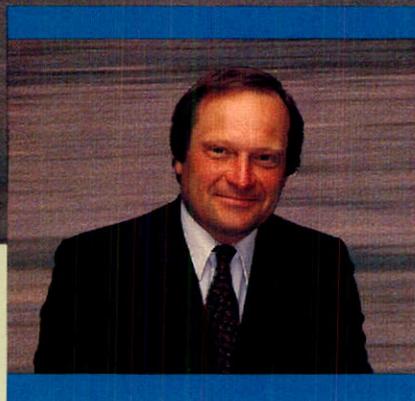
Avec la fin du programme Corvée-Habitation, nous nous attendons en 1985 à un certain ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle au Québec. Toutefois, nous comptons sur les différents produits récemment lancés et sur ceux qui le seront prochainement pour continuer à afficher de bons résultats au cours des années à venir. Nous croyons en effet que les nouvelles avenues dans lesquelles nous nous sommes engagés, par exemple la restauration résidentielle, offrent des possibilités intéressantes. En outre, nos liens étroits avec les constructeurs, et particulièrement avec l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, nous permettent de suivre de très près l'évolution des marchés.

Services de gestion



En plus de la conception et de la mise en oeuvre de divers systèmes de gestion, la gamme de produits a encore été élargie pour répondre aux nombreux besoins d'une clientèle très diversifiée et en pleine évolution.

*Nos remerciements
aux Pilotes du
Saint-Laurent Central*



*Jacques V. Goyer
Vice-président,
Services corporatifs*

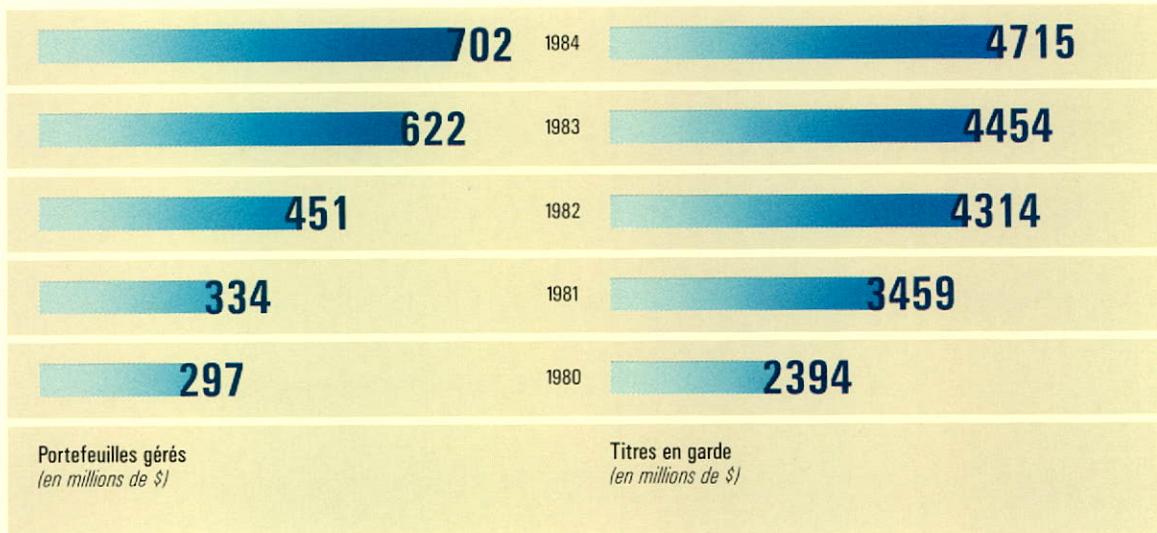


La valeur des portefeuilles que la Fiducie du Québec gère pour autrui est passée de 622 \$ millions en 1983 à 702 \$ millions en 1984, soit une augmentation de 13 %. Bien que satisfaisante, cette progression est inférieure à celle de 38 % enregistrée l'année dernière. Rappelons qu'en 1983 la hausse des indices boursiers et la baisse des taux d'intérêt avaient amplifié la valeur au marché des portefeuilles qui nous étaient confiés.

En 1984, la conjoncture économique a beaucoup moins influencé la valeur de ces portefeuilles et, si notre rythme de croissance s'en est trouvé ralenti, nous prévoyons que la situation de l'économie contribuera en 1985 à l'atteinte des objectifs que nous nous sommes fixés. C'est dans un tel cadre que nous avons conçu de nouveaux services qui nous permettront de mieux répondre aux nombreux besoins d'une clientèle très diversifiée. Par exemple, nous avons mis sur pied un régime de rentes à cotisations déterminées à l'intention des petites et moyennes entreprises et une formule de fiducie globale pour les caisses de retraite comptant plusieurs employeurs réunis dans un même ensemble.

Pour ce qui est des activités de garde de valeurs, nous les avons redéfinies pour traduire la nouvelle orientation de ce secteur depuis quelques années. En plus de la simple garde physique de titres dans notre chambre forte, ces services comprennent les transactions d'achat, de vente et d'échange de titres pour nos clients individuels et institutionnels. C'est d'ailleurs pour assurer un meilleur service à nos clients que la Fiducie du Québec est devenue membre de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs et qu'elle leur fournira bientôt des rapports statistiques qui leur permettront d'analyser plus facilement leurs portefeuilles.

Soulignons qu'en 1984 nous avons mis en place le processus administratif requis pour un fonds indicel. Ce type de fonds de placement, investi



en totalité ou en partie dans des titres composant un indice boursier, correspond à un besoin exprimé par certaines catégories de clients, plus particulièrement les caisses de retraite. Dès le début de 1985, nous pourrions proposer ce nouveau service.

Dans l'ensemble, les titres dont nous avons la garde sont passés de 4,4 \$ milliards en 1983 à 4,7 \$ milliards en 1984. En 1985, nous nous proposons d'être beaucoup plus actifs dans ce secteur et c'est dans cette perspective que nous avons réalisé une étude de marché et établi une structure de vente plus fonctionnelle.

Services fiduciaires



Le rôle d'intermédiaire de la Fiducie du Québec entre les entreprises en phase de financement et les institutions de prêt et d'investissement se confirme. En 1984, elle a participé à des financements totalisant 494 \$ millions.

Usine L.S.R.
Gaz Métropolitain

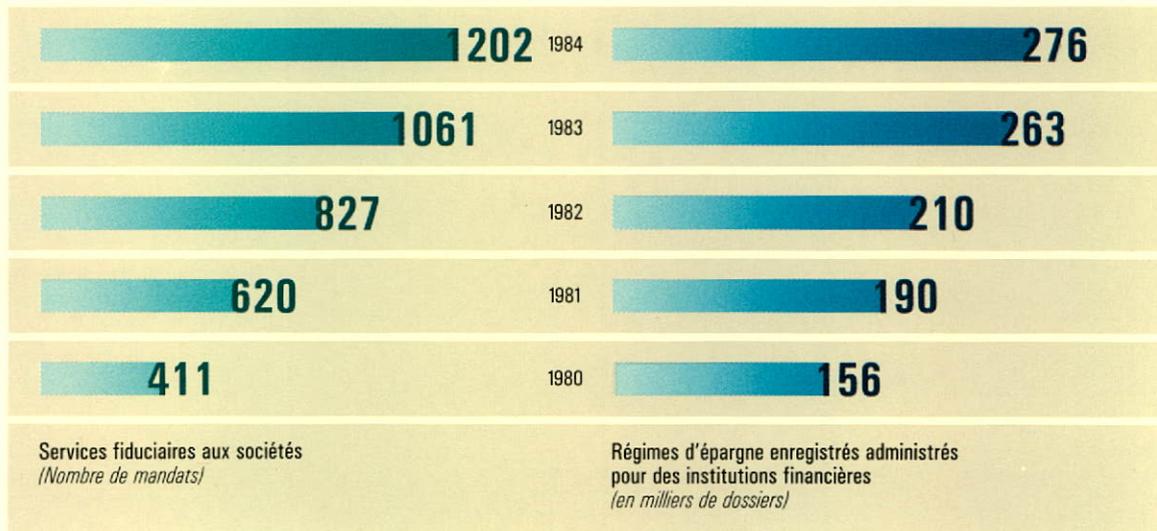


Nos services fiduciaires aux sociétés ont connu en 1984 un rythme soutenu d'activités. Nous avons en effet été très actifs lors des campagnes d'obligations d'épargne du Québec et du Canada grâce, entre autres, à la mise sur pied d'un service d'immatriculation et de gestion des ventes à l'intention des banques, des courtiers et des compagnies de fiducie. De plus, nous avons participé à la réalisation de nombreux financements d'entreprises, de sociétés et d'institutions qui ont totalisé plus de 494 \$ millions. De ce fait, nous avons affirmé davantage notre présence comme intermédiaire entre les entreprises et sociétés en phase de financement et les institutions de prêt et d'investissement. En outre, nous avons développé un système informatique qui nous permettra de mieux gérer l'ensemble des activités reliées aux financements publics et privés, qu'ils soient sous forme d'actions ou d'obligations.

L'ensemble de nos services fiduciaires qui s'adressent aux sociétés a ainsi généré des honoraires qui ont été sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente. En 1985, nous entendons augmenter encore notre part du marché dans ce secteur où notre compétence est bien reconnue.

En ce qui a trait aux services fiduciaires aux individus, nous avons mis l'emphase en 1984 sur le développement de nos activités de gestion personnelle, d'où une progression significative du nombre et de la valeur moyenne des comptes que nous gérons. De tels résultats nous encouragent à poursuivre dans la même voie et à intensifier nos efforts pour pénétrer ce marché.

Quant aux régimes enregistrés d'épargne dont nous sommes les fiduciaires pour les caisses et d'autres institutions financières, leur nombre est passé de 263 000 en 1983 à 276 000 en 1984. Il faut noter cependant que la mise en application de nouvelles procédures administratives



a entraîné la fusion de plus de 30 000 dossiers. En outre, des modifications importantes ont été apportées aux systèmes informatiques et administratifs traitant ces régimes et ce, dans le but d'accroître le rythme d'émission des reçus, d'alléger le travail effectué par les institutions financières et d'améliorer la qualité générale du service offert à ces institutions. Soulignons par ailleurs que nous avons obtenu, en 1984, l'administration des dossiers des participants au Fonds de solidarité des Travailleurs du Québec. Ce mandat devrait nous apporter un nombre élevé de dossiers au cours des prochaines années.

EDUCATION QUÉBEC

Faits saillants

1984

REVENUS BRUTS 126 303 000 \$ 110

BENEFICE NET 3 233 000 3

ACTIF 1 035 511 000 839

AVOIR DES ACTIONNAIRES 32 368 000 28

BIENS ADMINISTRÉS 8 493 051 000 7 471

1 035 511 000

32 368 000

8 493 051 000

1983
 228 000 \$
 170 000
 187 000
 252 000
 109 000

FAITS SAILLANTS	1984	1983
Revenus bruts	126 303 000 \$	110 228 000 \$
Bénéfice net	3 233 000	3 170 000
Actif	1 035 511 000	839 487 000
Avoir des actionnaires	32 368 000	28 092 000
Biens administrés	8 493 051 000	7 471 109 000

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Conseil d'administration est responsable des états financiers destinés aux actionnaires. Il délègue à la Direction la responsabilité de les préparer et au Comité de vérification, celle de les réviser. La Direction maintient un système de contrôle interne afin de présenter des états financiers fiables. Le Service de vérification interne veille de façon suivie au bon fonctionnement de ce système. Les états financiers sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels exigent, à certains égards, des estimations et des jugements de la Direction.

La firme Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, comptables agréés, a été nommée vérificateur externe de la Fiducie du Québec pour l'exercice 1984. Son rapport présenté ci-dessous exprime une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

Le Comité de vérification et les vérificateurs externes se réunissent avec ou sans la Direction afin de discuter de questions touchant la vérification et les états financiers. Les membres du Comité de vérification ne sont liés à la Fiducie du Québec qu'à titre d'administrateur. Sur recommandation du Comité de vérification, le Conseil d'administration de la Fiducie du Québec a approuvé les états financiers.

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Montréal, le 7 février 1985

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Fiducie du Québec au 31 décembre 1984, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Montréal, le 7 février 1985

RÉSULTATS CONSOLIDÉS*Exercice clos le 31 décembre*

	1984	1983
Revenus		
Revenus de placements	112 444 000 \$	98 649 000 \$
Honoraires	13 859 000	11 732 000
	126 303 000	110 381 000
Dépenses		
Intérêts versés	96 577 000	84 093 000
Salaires et avantages sociaux	16 375 000	12 533 000
Autres dépenses	9 081 000	7 480 000
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	570 000	915 000
Amortissements	834 000	792 000
	123 437 000	105 813 000
Bénéfice avant impôts sur le revenu	2 866 000	4 568 000
Impôts sur le revenu (recouvrés) (note 6)	(367 000)	1 398 000
Bénéfice net	3 233 000 \$	3 170 000 \$
Bénéfice net par action	15,20 \$	16,20 \$

**BÉNÉFICES CONSOLIDÉS
NON RÉPARTIS***Exercice clos le 31 décembre*

	1984	1983
Solde au début	6 725 000 \$	4 342 000 \$
Bénéfice net	3 233 000	3 170 000
	9 958 000	7 512 000
Dividendes	957 000	787 000
Solde à la fin	9 001 000 \$	6 725 000 \$

BILAN CONSOLIDÉ*Le 31 décembre*

ACTIF	1984	1983
Placements		
Encaisse et dépôts à court terme	45 637 000 \$	31 693 000 \$
Titres (note 2)		
Obligations	87 836 000	113 464 000
Actions	40 422 000	13 815 000
	128 258 000	127 279 000
Prêts		
Prêts hypothécaires	769 791 000	619 373 000
Prêts sur billets	59 122 000	36 640 000
	828 913 000	656 013 000
	1 002 808 000	814 985 000
Intérêts courus	16 882 000	12 965 000
	1 019 690 000	827 950 000
Autres éléments d'actif		
Comptes clients	4 494 000	3 279 000
Participation permanente	4 345 000	4 094 000
Immobilisations (note 3)	5 024 000	2 465 000
Achalandage	1 382 000	1 468 000
Autres	576 000	231 000
	15 821 000	11 537 000
	1 035 511 000 \$	839 487 000 \$

PASSIF	1984	1983
Dépôts garantis (note 4)		
Dépôts	940 194 000 \$	757 225 000 \$
Intérêts courus et autres	44 375 000	36 389 000
	984 569 000	793 614 000
Autres éléments de passif		
Comptes fournisseurs et autres	3 901 000	3 954 000
Prêts en sous-ordre consentis par des actionnaires au taux de base plus ½ de 1 %	11 465 000	10 465 000
	15 366 000	14 419 000
Impôts sur le revenu reportés	3 208 000	3 362 000
	1 003 143 000	811 395 000
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions		
Autorisé 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis 221 139 actions entièrement libérées	22 114 000	20 416 000
Surplus d'apport	1 253 000	951 000
Bénéfices non répartis	9 001 000	6 725 000
	32 368 000	28 092 000
	1 035 511 000 \$	839 487 000 \$

Jean-Paul Léonard
A. Hervé Hébert

**ÉVOLUTION DE LA
SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**
Exercice clos le 31 décembre

	1984	1983
Provenance des fonds		
Bénéfice net	3 233 000 \$	3 170 000 \$
Dividendes encaissés		
d'une participation permanente	57 000	57 000
	3 290 000	3 227 000
Éléments n'affectant pas les fonds:		
Amortissements	834 000	792 000
Impôts sur le revenu reportés	(154 000)	967 000
Quote-part dans une participation permanente	(308 000)	(153 000)
Variations des comptes clients et autres et des comptes fournisseurs et autres	(1 613 000)	1 637 000
Fonds provenant de l'exploitation	2 049 000	6 470 000
Augmentation des dépôts garantis	190 955 000	108 306 000
Emprunt en sous-ordre	1 000 000	1 000 000
Produit de l'émission d'actions ordinaires	2 000 000	2 000 000
	196 004 000 \$	117 776 000 \$
Utilisation des fonds		
Augmentation (diminution) des fonds représentée par les placements suivants:		
Encaisse et dépôts à court terme	13 944 000 \$	(18 455 000) \$
Obligations	(25 628 000)	(17 974 000)
Actions	26 607 000	8 965 000
Prêts hypothécaires	150 418 000	129 903 000
Prêts sur billets	22 482 000	10 401 000
Intérêts courus	3 917 000	(980 000)
	191 740 000	111 860 000
Acquisition d'une participation permanente	—	3 998 000
Acquisition d'immobilisations	3 307 000	631 000
Achalandage provenant de l'acquisition de filiales	—	500 000
Dividendes	957 000	787 000
	196 004 000 \$	117 776 000 \$

NOTE 1 Conventions comptables

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ses filiales en propriété exclusive, Les Placements Collectifs Inc., Fiducie Populaire et Crédit Populaire Fedmon Inc.

Placements

Les obligations et les actions privilégiées sont inscrites à leur coût amorti alors que les actions ordinaires et les prêts le sont au coût.

Participation permanente

La participation permanente est constituée de 21,5 % des actions votantes du Crédit Industriel Desjardins. Cette participation est comptabilisée à la valeur de consolidation.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 10 % pour le mobilier et les appareils de bureau, et au moindre de la durée des baux ou 10 ans pour la majorité des améliorations locatives.

Achalandage

L'achalandage est constitué de l'excédent du coût des investissements sur la valeur comptable des actions des filiales à leurs dates d'acquisition. Il est amorti selon la méthode linéaire sur une période de 25 ans. Cet amortissement représente un montant de 86 000 \$ par année.

Impôts sur le revenu reportés

La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement du fait que la compagnie réclame, aux fins de l'impôt, des réserves et des allocations du coût en capital supérieures aux dépenses inscrites aux livres.

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires

La compagnie pourvoit aux pertes probables sur prêts déjà spécifiquement identifiées de même qu'aux pertes éventuelles encore inconnues. La partie de la provision relative aux pertes éventuelles encore inconnues est calculée d'après l'expérience passée et elle est destinée à parer aux pertes éventuelles sur les prêts qui n'ont pas été spécifiquement identifiées.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action a été calculé sur la moyenne pondérée des actions émises durant l'exercice.

Biens administrés ou détenus

Les biens administrés et les biens détenus pour les comptes en fidéicomis ne figurent pas au bilan consolidé mais sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

NOTE 2 Titres

	1984		1983	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations				
Gouvernements	39 326 000 \$	40 237 000 \$	52 137 000 \$	52 317 000 \$
Municipalités et commissions scolaires	44 801 000	46 489 000	52 705 000	55 585 000
Autres corporations	3 709 000	3 792 000	8 622 000	8 719 000
	87 836 000	90 518 000	113 464 000	116 621 000
Actions	40 422 000	40 398 000	13 815 000	14 749 000
	128 258 000 \$	130 916 000 \$	127 279 000 \$	131 370 000 \$

NOTE 3 Immobilisations

		1984		1983
	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Mobilier et appareils de bureau	3 844 000 \$	1 172 000 \$	2 672 000 \$	1 395 000 \$
Améliorations locatives	3 672 000	1 320 000	2 352 000	1 070 000
	7 516 000 \$	2 492 000 \$	5 024 000 \$	2 465 000 \$

NOTE 4 Dépôts garantis

Les actifs détenus pour ces comptes se détaillent comme suit:

	1984	1983
Encaisse et dépôts à court terme	29 975 000 \$	18 339 000 \$
Obligations	78 348 000	102 835 000
Actions	30 158 000	11 879 000
Prêts hypothécaires	769 523 000	612 080 000
Prêts sur billets	58 919 000	35 399 000
Intérêts courus	17 646 000	13 082 000
	984 569 000 \$	793 614 000 \$

Les échéances de ces dépôts sont comme suit:

Moins d'un an	61 %	52 %
Un an à cinq ans	37	45
Cinq ans et plus	2	3

NOTE 5 Prêts en sous-ordre et avoir des actionnaires

Au cours de l'exercice, des actionnaires ont consenti à la compagnie des prêts en sous-ordre d'un montant de 1 000 000 \$ échéant en 1989. De plus, la compagnie a émis 16 975 actions pour une considération de 2 000 000 \$ payée comptant. La différence de 302 000 \$ entre le prix payé lors de l'émission et la valeur nominale des actions a été portée en augmentation du surplus d'apport.

La Fiducie du Québec sollicitera à nouveau ses actionnaires au cours de l'année 1985 pour des souscriptions additionnelles de 2 000 000 \$ de capital-actions et de 1 000 000 \$ de prêts en sous-ordre conformément à son programme de capitalisation.

Les remboursements sur les prêts en sous-ordre au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:	1986	8 494 000 \$
	1987	971 000
	1988	1 000 000
	1989	1 000 000

NOTE 6 Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu ont été calculés comme suit:

	1984	1983
Bénéfice avant impôts sur le revenu	2 866 000 \$	4 568 000 \$
Éléments affectant le revenu imposable		
Revenus de dividendes non imposables	(3 612 000)	(834 000)
Quote-part dans une participation permanente	(308 000)	(154 000)
Amortissement de l'achalandage non déductible	86 000	86 000
Autres éléments	84 000	(297 000)
Revenu imposable (perte déductible)	(884 000)	3 369 000
Taux d'impôt statutaire	41,5 %	41,5 %
Impôts sur le revenu (recouvrés)	(367 000)\$	1 398 000 \$

NOTE 7 Opérations conclues avec des apparentés

La Fiducie du Québec est une société du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins. Dans le cours normal de ses opérations, elle a effectué des transactions avec les autres sociétés du M.C.P.É.D. et d'autres organismes apparentés selon des normes commerciales régulières.

Ces opérations ont généré des revenus de 5 902 000 \$ (5 412 000 \$ en 1983) et des dépenses de 10 549 000 \$ (9 376 000 \$ en 1983). Elles se composent principalement de revenus de placements, d'honoraires, d'intérêts versés sur des dépôts garantis et des prêts en sous-ordre, de loyers et de dépenses d'informatique.

De plus des primes d'assurance-vie totalisant environ 502 000 \$ (1 300 000 \$ en 1983) ont été perçues relativement aux prêts hypothécaires et remises à une institution de M.C.P.É.D.

Le 31 décembre 1984, il y avait au bilan des placements d'environ 7 600 000 \$ (4 400 000 \$ en 1983) auprès de sociétés membres du M.C.P.É.D. et des dépôts garantis de 70 000 000 \$ (44 000 000 \$ en 1983) de telles sociétés.

NOTE 8 Engagements

Les engagements en vertu de baux à long terme sur des espaces à bureaux et de l'équipement informatique sont de 26 800 000 \$ jusqu'à leurs échéances et se détaillent comme suit pour les cinq prochains exercices:	1985	2 572 000 \$
	1986	2 213 000
	1987	1 977 000
	1988	1 893 000
	1989	1 286 000

Les engagements pour prêts hypothécaires non déboursés au 31 décembre 1984 sont de 64 143 000 \$.

NOTE 9 Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

APPARIEMENT DE L'ACTIF ET DU PASSIF*selon la sensibilité aux taux d'intérêt**en milliers de \$, le 31 décembre*

	Total	Taux Flottant	1985	1986	1987	1988 et après
Placements						
Encaisse et dépôts à court terme	45 637 \$	27 637 \$	18 000 \$	—	—	—
Obligations						
Gouvernements fédéral et provincial et organismes para-publics	39 326	—	15 386	2 406	6 157	15 377
Municipalités et commissions scolaires	44 801	3 000	14 702	6 109	8 870	12 120
Corporations	3 709	—	1 447	225	600	1 437
Actions	40 422	8 883	4 793	4 533	8 153	14 060
Prêts hypothécaires	769 791	33 322	430 306	136 711	55 977	113 475
Prêts sur billets	59 122	47 385	6 436	3 410	417	1 474
	1 002 808	120 227	491 070	153 394	80 174	157 943
Dépôts						
Dépôts à demande	49 643	49 643	—	—	—	—
Dépôts à terme et rentes	890 551	—	522 095	160 532	75 045	132 879
Prêts en sous-ordre consentis par des actionnaires	11 465	11 465	—	—	—	—
	951 659 \$	61 108 \$	522 095 \$	160 532 \$	75 045 \$	132 879 \$

**RÉTROSPECTIVE DES RÉSULTATS
DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES**

en millions de \$, le 31 décembre

	1984	1983	1982	1981	1980
Revenus					
Honoraires	13,9 \$	11,7 \$	9,4 \$	7,8 \$	9,1 \$
Revenus nets de placements	15,3	13,7	10,3	8,1	7,2
	29,2	25,4	19,7	15,9	16,3
Dépenses					
Salaires et avantages sociaux	16,4	12,5	10,4	8,6	8,3
Autres dépenses d'opération	9,9	8,3	6,8	5,9	7,0
	26,3	20,8	17,2	14,5	15,3
Bénéfice avant impôts sur le revenu	2,9	4,6	2,5	1,4	1,0
Impôts sur le revenu (recouvrés)	(0,3)	1,4	1,0	1,4	1,0
Bénéfice net de l'exercice	3,2 \$	3,2 \$	1,5 \$	0,8 \$	0,5 \$

**CROISSANCE DU VOLUME DES PRINCIPAUX
SECTEURS D'ACTIVITÉS**

en millions de \$, le 31 décembre

	1984	1983	1982	1981	1980
Prêts hypothécaires	899 \$	706 \$	588 \$	560 \$	515 \$
Fonds Desjardins	104	98	76	69	83
Fonds garanti	984	794	685	611	534
Gestion de portefeuilles	702	622	451	334	297
Garde de valeurs	4 715	4 454	4 314	3 459	2 397

***Jean-Paul Léonard**, notaire
Président du conseil

Administrateur,
Caisse populaire de Saint-Jérôme

***A. Hervé Hébert**, actuaire
Président

***Georges O. Langlois**, notaire
1^{er} Vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Yves R. Léonard, notaire
2^e Vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

René Authier
Président,
Gemex (Granby) Inc.
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Richelieu-Yamaska

Arthur Bélanger
Commissaire de crédit,
Caisse populaire Saint-Siméon
(Comté Bonaventure)
Président du Conseil de surveillance,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de la Péninsule et des Îles

Marcel Bergeron
Directeur,
Caisse populaire Taschereau
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

Gilles Cantin
Directeur,
Caisse populaire de Normandin
1^{er} Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Saguenay-
Lac Saint-Jean

***Paul R. Charbonneau**
Directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Lanaudière

****Nicolas Hallé**
Directeur,
Caisse populaire Saint-Robert de
Rimouski

Jacques Lessard
Directeur,
Caisse populaire de Thetford Mines
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

****André René**
Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Centre du Québec

***François Richard**, c.a.
1^{er} Vice-président
et directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

***G. Roger Roy**, pharmacien
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

Robert Soupras
Président exécutif,
Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

****Bernard Turmel**
Directeur,
Caisse populaire Sainte-Anne-de-la-
Pocatière
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

* Membre du Comité exécutif
** Membre du Comité de vérification

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Yvan Drouin
Vice-président,
Services de contrôle

Jean-Pierre Duguay
Vice-président,
Services financiers

Jacques V. Goyer
Vice-président,
Services corporatifs

Bernard Larue
Vice-président,
Finance et Trésorerie

Guy Vallée
Vice-président,
Affaires juridiques,
et Secrétaire

Reynald Audet
Économiste

Jean-François Bazinet
Directeur de l'Informatique

Claude Caty
Conseiller senior en placements

Denis Chevrette
Directeur adjoint,
Services fiduciaires

Pierre Descoteaux
Directeur des Services fiduciaires

Guy Douville
Directeur des Prêts hypothécaires

Jean-Guy Frenette
Directeur de l'Administration
et de la garde de titres

Reynald N. Harpin
Directeur de la Gestion
de portefeuilles

Denis Jodoin
Directeur du Fonds garanti
et du Fonds propre

Michel Juneau
Directeur des Ventes,
Régimes de groupes

Guy Kavanagh
Directeur des Services comptables

Raynald Laliberté
Directeur, Dépôts garantis,
Fonds de placement
et Régimes d'épargne en fiducie

Guy Lamer
Directeur de l'Administration,
Services corporatifs

Jean-Claude Lupien
Directeur des Ventes,
Épargne et placements

Claude Mayette
Directeur des Communications

Yvon Monette
Directeur des Régimes autogérés
et du Courtage mobilier

Jean Morissette
Directeur des Services administratifs

Denis Noreau
Directeur adjoint à
l'Expansion des affaires,
Gestion de portefeuilles

Jacques Robillard
Directeur des Ressources humaines

Paul Robillard
Conseiller senior en placements

Réjean Ruest
Directeur de la Vérification interne

SIÈGE SOCIAL

1, Complexe Desjardins
14^e étage
(C.P. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-9441
1-800-361-6840

SUCCURSALES

Montréal

1, Complexe Desjardins
Niveau Promenade
(C.P. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-3225
1-800-361-2680

Laval

Place Val des Arbres, Tour A
1600, boul. Saint-Martin est
Laval H7G 4R8
(514) 668-5223
1-800-361-3803

Longueuil

Édifce Richelieu
370, chemin Chambly
Longueuil J4H 3L6
(514) 679-2810
1-800-361-5058

Québec

Place Belle Cour
2600, boulevard Laurier
Sainte-Foy G1V 2L1
(418) 653-6811
1-800-463-4792

Sherbrooke

Place Jacques-Cartier
1640, rue King ouest
Sherbrooke J1J 2C3
(819) 566-5667
1-800-567-6920

Chicoutimi

1, Place du Royaume
Boulevard Talbot
Chicoutimi G7H 1S4
(418) 549-5746
1-800-463-9657

Conception graphique:
Danielle Roy
design et communication Inc.

Photographie:
Jean Tremblay

Dépôt légal (1^{er} trimestre 1985)
Bibliothèque nationale du Québec

Lithographié au Canada

